Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
27 VIII 1957
1
Transmis à M. coordination(1)
Overgemaakt aan de H.

MTL. L. 5813/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 24 juin 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 janvier 1951 relatif au personnel technique des laboratoires de la police judiciaire", a donné le 3 juillet 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e juni 1957 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 januari 1951 betreffende het technisch personeel van de laboratoria der gerechtelijke politie", heeft de 3e juli 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à régler par un arrêté royal les conditions de recrutement des chefs et opérateurs de laboratoires de police scientifique qui sont actuellement fixées par un arrêté ministériel du 30 décembre 1936. Ainsi que l'a fait observer le Conseil d'Etat dans son avis 2957/1/V du 30 juillet 1952 la réglementation de ces matières est, en effet, de la compétence du Roi.

Le projet modifie quelque peu les conditions actuelles, de manière à les mettre en concordance sur certains points avec les conditions de recrutement des autres officiers et agents judiciaires masculins. D'importantes différences, qui sont voulues et justifiées, subsisteront cependant. Aussi, afin de prévenir toute difficulté d'interprétation, serait-il préférable de présenter l'énumération complète des conditions déterminées par le projet, comme dérogatoire à l'énumération correspondante qui figure à l'arrêté royal organique de la police judiciaire près les parquets.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà fait observer antérieurement, notamment dans son avis n° 4381 du 29 juillet 1954, il serait souhaitable qu'une coordination vienne mettre fin à la dispersion des textes organiques existant en cette matière.

\+

\+ \+

Dans le détail, les conditions de recrutement appellent les observations suivantes :

Implicitement, le dispositif exclut les femmes, puisqu'il impose d'avoir satisfait aux lois sur la milice, sans ajouter la réserve : "s'il y a lieu". Toutefois, étant donné que les femmes ont accès en principe aux

fonctions d'officier et d'agent judiciaires en vertu de la loi du 21 août 1948 (supprimant la réglementation officielle de la prostitution), il serait préférable d'énoncer en termes exprès la condition de sexe (1° et 2° des §§ 1er et 2).

La liste des diplômes universitaires (§ 1er, 4°, b) serait plus précise et plus correcte si l'on y omettait les mots "ou licencié", pour la raison qu'il n'existe pas de licence en sciences naturelles et médicales, et si l'on substituait :

1° aux mots "porteurs du diplôme" les mots "titulaires du grade académique";

2° aux mots "licencié ou de docteur", les simples mots "au moins" (aucun doctorat ou licence ne pouvant être décerné à celui qui n'est pas candidat, au sens académique du terme);

3° au mot "assimilé", les mots "jugé équivalent par le Ministre de la Justice";

4° aux mots "par un établissement d'enseignement supérieur du Royaume", les mots "par une université belge, par un établissement y assimilé ou par le jury central".

De même, à propos des études moyennes, il importerait de compléter les mots "études équivalentes" comme suit : "études jugées équivalentes par le Ministre de la Justice" (§ 1er, 4°, b, alinéa final, et § 2, 4°).

\+

\+ \+

.../...

En matière de stage, l'intention déclarée du Gouvernement est de dresser une cloison, comme pour le recrutement proprement dit, entre le personnel des laboratoires et les autres officiers et agents judiciaires. Il s'ensuit que le § 4 du projet, au lieu de se référer à la disposition de l'arrêté organique relative au stage, devrait la reproduire mutatis mutandis.

Le Conseil d'Etat rappelle à ce propos que l'arrêté royal du 24 juillet 1956 a substitué, dans l'arrêté organique, la notion de stage à celle de période d'essai, en vue d'éviter à l'avenir toute contestation en matière de pensions. Le projet devrait donc faire disparaître de l'arrêté royal du 20 janvier 1951, qu'il modifie, le titre "opérateur de laboratoire à l'essai" qui figure à l'article 1er.

\+

\+ \+

La première disposition transitoire (§ 5, alinéa 1er) dépasse, dans la rédaction du projet, l'intention du Gouvernement. Il s'agit en fait :

1° de permettre aux opérateurs de laboratoire qui seront en fonctions au moment de l'entrée en vigueur du nouvel arrêté et qui ne satisferaient pas aux nouvelles conditions de diplôme, de se présenter à la première session d'examens qui sera organisée en vue de recruter des chefs de laboratoire;

2° de permettre à ceux qui auraient fait usage de cette mesure de faveur mais qui n'auraient pas satisfait à l'examen, de se représenter à une quelconque session ultérieure, comme ont le droit de le faire tous ceux qui se présentent aux examens dans les conditions ordinaires.

.../...

Toute allusion aux conditions d'âge doit être omise dans cette disposition puisque le nouveau régime ne prévoit plus de limite d'âge pour l'opérateur de laboratoire de police scientifique qui veut devenir chef de laboratoire.

Dans la seconde disposition transitoire (§ 5, alinéa 2), la date du 20 janvier 1951 devrait, par principe, être remplacée par celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté qu'elle désigne.

\+

\+ \+

Le projet modifiant toutes les dispositions, sauf une, de l'arrêté royal du 20 janvier 1951, il serait préférable de remplacer intégralement l'arrêté.

On trouvera ci-après un nouveau texte complet, où sont réalisées les améliorations suggérées ci-dessus et quelques autres de moindre importance qui se passent de commentaire.

.../...

Arrêté royal relatif au personnel technique des laboratoires de police scientifique.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par la loi du 21 août 1948;

Vu la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, notamment les articles 2 et 3, modifiés par les arrêtés royaux des 6 décembre 1954 et 24 juillet 1956;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des plices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'accord du Premier Ministre, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le personnel technique des laboratoires de police scientifique créés par l'arrêté royal du 20 janvier 1951 comprend :

des chefs de laboratoire,
des opérateurs principaux de laboratoire,
des opérateurs de laboratoire.

Les chefs de laboratoire ont la qualité d'officier judiciaire; les autres membres du personnel ont la qualité d'agent judiciaire.

Le chef du laboratoire de Bruxelles exerce les fonctions de conseiller scientifique auprès de tous les laboratoires du pays.

Article 2.-

§ 1er. Pour être nommé chef de laboratoire, il faut :

1° être Belge, de sexe masculin et jouir des droits civils et politiques;

2° avoir satisfait aux lois sur la milice;

.../...

3° être âgé de 25 ans au moins et de 40 au plus, cette dernière limite ne s'appliquant pas s'il s'agit d'un opérateur de laboratoire de police scientifique;

4° a) en ce qui concerne la fonction de chef du laboratoire de Bruxelles, être titulaire du grade académique de docteur en sciences ou d'ingénieur civil chimiste;

b) en ce qui concerne la fonction des autres chefs de laboratoire, être opérateur de laboratoire de police scientifique

ou

avoir subi avec succès l'examen d'opérateur de laboratoire de police scientifique

ou

être titulaire du grade académique de candidat en sciences naturelles et médicales ou de candidat (au moins) en sciences ou d'un grade scientifique jugé équivalent par le Ministre de la Justice, décernés par une université belge, par un établissement y assimilé ou par le jury central;

les opérateurs de laboratoire de police scientifique et les candidats ayant subi avec succès l'examen d'opérateur de laboratoire de police scientifique doivent, en outre, avoir terminé leurs études moyennes du degré supérieur ou avoir fait des études jugées équivalentes par le Ministre de la Justice ou exercer un emploi public pour lequel ces études sont normalement requises;

5° avoir subi avec succès un examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme et règle l'organisation;

.../...

6° sauf pour les opérateurs de laboratoire de police scientifique en fonctions lors de l'accession au grade de chef de laboratoire, être admis par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises. Il est dû, pour l'inscription à l'examen médical, un droit de 30 francs dont le Ministre de la Justice détermine les modalités de paiement.

§ 2. Pour être nommé opérateur de laboratoire, il faut :

1° être Belge, de sexe masculin et jouir des droits civils et politiques;

2° avoir satisfait aux lois sur la milice;

3° être âgé de 21 ans au moins et de 32 ans au plus;

4° avoir terminé les études moyennes du degré supérieur ou avoir fait au moins des études jugées équivalentes par le Ministre de la Justice ou exercer un emploi public pour lequel ces études sont normalement requises;

5° avoir subi avec succès un examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme et règle l'organisation;

.../...

6° être admis par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises. Il est dû pour l'inscription à l'examen médical un droit de 30 francs dont le Ministre de la Justice détermine les modalités de paiement.

§ 3. Les candidats qui ont réussi l'examen de chef de laboratoire ou d'opérateur, mais qui ne peuvent être nommés immédiatement, constituent une réserve de recrutement pendant trois ans à partir de la date du procès-verbal de clôture de la session.

Toutefois, les opérateurs qui ont réussi l'examen de chef de laboratoire, peuvent être promus à ce grade sans nouvel examen aussi longtemps qu'ils restent en fonctions.

Les candidats qui ont échoué à l'examen de chef de laboratoire ou d'opérateur ne peuvent se représenter qu'une seule fois au même examen.

§ 4. L'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921 n'est pas applicable aux chefs et opérateurs de laboratoire.

Article 3.-

Nul ne peut être nommé opérateur de laboratoire à titre définitif, s'il n'a accompli un stage de deux ans en cette qualité.

.../...

Nul ne peut être nommé chef de laboratoire à titre définitif s'il n'a accompli un stage d'un an en cette qualité ou s'il n'a exercé pendant deux ans au moins les fonctions d'opérateur de laboratoire.

Le chef ou l'opérateur de laboratoire atteint d'une affection grave qu'il ignore et que l'examen médical d'admission n'a pas décelée, telle l'épilepsie, est licencié lorsque cette affection se déclare au cours de la période de stage. Dans ce cas, il peut lui être accordé une indemnité de licenciement.

Les chefs et opérateurs de laboratoire ne peuvent invoquer le bénéfice de l'article 3 de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1954 et 24 juillet 1956.

Article 4.-

Nul ne peut être nommé opérateur principal de laboratoire, s'il n'a exercé les fonctions d'opérateur de laboratoire de police scientifique d'une manière particulièrement distinguée pendant quinze ans au moins et s'il n'est proposé par le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets.

Le terme de quinze ans est réduit à douze ans pour les opérateurs qui auraient témoigné de qualités exceptionnelles.

.../...

Article 5.-

A titre transitoire, les opérateurs de laboratoire en fonctions au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté pourront, quel que soit le diplôme dont ils sont détenteurs, être promus au grade de chef de laboratoire s'ils subissent avec succès l'examen de capacité lors de la première session qui sera organisée après cette entrée en vigueur. Les candidats qui auraient échoué au cours de cette session pourront se représenter une fois lors d'une session ultérieure.

Pendant une période de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les opérateurs et opérateurs principaux dont la nomination au grade d'opérateur est antérieure au 5 février 1951 pourront, sur avis conforme du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets, être dispensés par le Ministre de la Justice des conditions et de l'examen déterminés par le présent arrêté pour accéder aux fonctions de chef de laboratoire.

Article 6.-

L'arrêté royal du 20 janvier 1951 relatif au personnel technique des laboratoires de la police judiciaire est abrogé.

Article 7.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,
Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt ertoe de voorwaarden inzake aanwerving van de chefs en operateurs der laboratoria voor wetenschappelijke politie, welke thans in het ministerieel besluit van 30 december 1936 zijn neergelegd, in een koninklijk besluit op te nemen. Zoals de Raad van State in zijn advies 2957/1/V van 30 juli 1952 heeft opgemerkt, behoort de regeling van deze materie immers tot de bevoegdheid van de Koning.

Het ontwerp brengt in de huidige voorwaarden een aantal lichte wijzigingen aan, ten einde ze in sommige opzichten te doen overeenstemmen met de voorwaarden inzake aanwerving van de overige mannelijke gerechtelijke officieren en agenten. Belangrijke afwijkingen, die gewild en verantwoord zijn, blijven evenwel in stand. Om elke interpretatiemoeilijkheid te voorkomen, verdient het dan ook aanbeveling de volledige opsomming van de bij het ontwerp bepaalde voorwaarden te doen voorkomen als een afwijking van de overeenstemmende opsomming in het koninklijk besluit houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten.

Zoals de Raad van State er met name in zijn advies nr 4381 van 29 juli 1954 reeds opwees, ware een coördinatie van de verspreid liggende organieke teksten aangaande deze materie zeer gewenst.

\+

\+ \+

.../...

In detail beschouwd, geven de aanwervingsvoorwaarden aanleiding tot de volgende opmerkingen :

De bepalingen die, zonder toevoeging van het voorbehoud : "eventueel", voorschrijven dat aan de militiewetten moet zijn voldaan, sluiten aldus impliciet de vrouwen uit. Daar in beginsel de vrouwen tot de functies van gerechtelijk officier en van gerechtelijk agent toegang hebben op grond van de wet van 21 augustus 1948 (houdende afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie), ware het verkieslijk de voorwaarde betreffende het geslacht uitdrukkelijk op te geven (1° en 2° der §§ 1 en 2).

Met het oog op een nauwkeuriger en tegelijk juister opgaaf van de universitaire diploma's (§ 1, 4°, b), schrappe men de woorden "of van licentiaat", aangezien toch geen licentie in de natuur- en geneeskundige wetenschappen bestaat, en vervange men voorts :

1° de woorden "houders van het diploma" door "titularissen van de academische graad" ;

2° de woorden "licentiaat of doctor" door "ten minste" (daar geen doctors- of licentiaatsgraad mag worden verleend aan degene die geen kandidaat is in de academische betekenis van dit woord) ;

3° de woorden "daarmede gelijkgestaand" door "door de Minister van Justitie gelijkwaardig geacht" ;

4° de woorden "door een instelling van hoger onderwijs van het Koninkrijk" door "door een Belgische universiteit, een daarmede gelijkgestelde inrichting of de centrale examencommissie".

.../...

Zo ook vervange men, in verband met de middelbare studiën, de woorden "gelijkwaardige studiën" door de uitdrukking "door de Minister van Justitie gelijkwaardig geachte studiën" (§ 1, 4°, b, laatste lid, en § 2, 4°).

+

+ +

De bedoeling van de Regering is, terzake van de proeftijd zoals terzake van de eigenlijke aanwerving, een barrière op te trekken tussen het personeel der laboratoria en de andere gerechtelijke officieren en agenten. Daarom dient de vierde paragraaf van het ontwerp, veeleer dan naar de bepaling van het organiek besluit met betrekking tot de proeftijd te verwijzen, deze bepaling over te nemen onder aanbrenging van de gewenste wijzigingen.

De Raad van State brengt ten deze in herinnering dat het koninklijk besluit van 24 juli 1956 het begrip "proeftijd" in het organiek besluit door het begrip "stage" heeft vervangen ten einde voor de toekomst elke betwisting inzake pensioenen te voorkomen. Het ontwerp zou dientengevolge de schrapping moeten voorschrijven van de titel "laboratoriumoperateurs op proef" waarvan sprake in artikel 1 van het door het ontwerp gewijzigde koninklijk besluit van 20 januari 1951.

+

+ +

.../...

In de gegeven tekst reikt de eerste overgangsbepaling (§ 5, eerste lid) verder dan de bedoeling van de Regering, die in feite is :

1° de bij de inwerkingtreding van het nieuwe besluit in dienst zijnde laboratoriumoperateurs die aan de nieuwe vereisten inzake diploma's niet mochten voldoen, toelating te verlenen om zich bij de eerstkomende examenzittijd voor werving van laboratoriumchefs aan te melden ;

2° degenen die zich op deze gunstmaatregel zouden hebben beroepen maar op het examen worden afgewezen, toelating te verlenen om zich bij een om het even welke latere examenzittijd aan te melden, zoals het recht hebben te doen allen die in de gewone voorwaarden voor de examens opkomen.

In deze bepaling is de vermelding van de vereisten inzake leeftijd volstrekt overbodig, daar de nieuwe regeling geen leeftijdsgrens meer bepaalt voor de operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie die laboratoriumchef wenst te worden.

In de tweede overgangsbepaling (§ 5, tweede lid) is de datum van 20 januari 1951 principieel te vervangen door de datum van inwerkingtreding van genoemd besluit.

+

\+ +

.../...

Daar het ontwerp op een na, alle bepalingen van het koninklijk besluit van 20 januari 1951 wijzigt, ware het verkieslijk dit besluit in zijn geheel te vervangen.

Hierna volgt een nieuwe, volledige tekst, waarin, naast de hierboven aanbevolen verbeteringen, een aantal andere opgenomen zijn van minder belang, die geen commentaar behoeven.

Koninklijk besluit betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1948 ;

Gelet op de wet van 29 maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten, inzonderheid op de artikelen 2 en 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1954 en 24 juli 1956 ;

.../...

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie der parketten;

Gelet op het advies van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten ;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister, gegeven de . . . ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het technisch personeel van de bij koninklijk besluit van 20 januari 1951 ingestelde laboratoria voor wetenschappelijke politie bestaat uit :

laboratoriumchefs,
eerstaanwezende laboratoriumoperateurs,
laboratoriumoperateurs.

.../...

Laboratoriumchefs hebben de hoedanigheid van gerechtelijk officier, de andere leden van het personeel hebben de hoedanigheid van gerechtelijk agent.

De chef van het laboratorium te Brussel oefent het ambt uit van wetenschappelijk adviseur bij alle laboratoria van het land.

Artikel 2.-

§ 1. Om tot laboratoriumchef te worden benoemd, is het nodig :

1° Belg en van het mannelijk geslacht te zijn en de burgerlijke en politieke rechten te genieten ;

2° aan de militiewetten te hebben voldaan ;

3° ten minste 25 en ten hoogste 40 jaar oud te zijn; deze laatste grens vindt echter geen toepassing wanneer het een operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie betreft ;

4° a) voor het ambt van chef van het laboratorium te Brussel, titularis te zijn van de graad van doctor in de wetenschappen of van burgerlijk scheikundig ingenieur ;

b) voor het ambt van chef van andere laboratoria, operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie te zijn,
dan wel
geslaagd te zijn voor het examen van operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie,

.../...

of nog
titularis te zijn van de academische graad van kandidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van kandidaat (ten minste) in de wetenschappen of van een door de Minister van Justitie gelijkwaardig geachte wetenschappelijke graad, toegekend door een Belgische universiteit, een daarmede gelijkgestelde inrichting of de centrale examencommissie; de operateurs van een laboratorium voor wetenschappelijke politie en de kandidaten die voor het examen van operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie zijn geslaagd, moeten bovendien volledige middelbare studiën van de hogere graad dan wel door de Minister van Justitie gelijkwaardig geachte studiën hebben gedaan of een openbare betrekking bekleden waarvoor dergelijke studiën normaal worden vereist ;

5° geslaagd te zijn voor een bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt en de inrichting regelt ;

6° behalve voor operateurs van een laboratorium voor wetenschappelijke politie, in dienst bij de overgang naar de graad van laboratoriumchef, aangenomen te zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie, die de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid bepaalt. Voor het geneeskundig onderzoek is een inschrijvingsgeld verschuldigd van 30 frank, waarvan de Minister van Justitie de wijze van betaling regelt.

.../...

§ 2. Om tot laboratorium-operateur te worden benoemd, is het nodig :

1° Belg en van het mannelijk geslacht te zijn, en de burgerlijke en politieke rechten te genieten ;

2° aan de militiewetten te hebben voldaan ;

3° ten minste 21 en ten hoogste 32 jaar oud te zijn ;

4° volledige middelbare studiën van de hogere graad dan wel door de Minister van Justitie gelijkwaardig geachte studiën te hebben gedaan, of een openbare betrekking te bekleden waarvoor dergelijke studiën normaal worden vereist ;

5° geslaagd te zijn voor een bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt en de inrichting regelt ;

6° aangenomen te zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie, die de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid bepaalt. Voor het geneeskundig onderzoek is een inschrijvingsgeld verschuldigd van 30 frank, waarvan de Minister van Justitie de wijze van betaling regelt.

§ 3. Kandidaten die voor het examen van laboratoriumchef of van-operateur zijn geslaagd maar niet dadelijk kunnen worden benoemd, worden in een wervingsreserve opgenomen gedurende drie jaren te rekenen van de datum van het proces-verbaal der sluiting van de zittijd.

.../...

Operateurs evenwel die voor het examen van laboratoriumchef zijn geslaagd, kunnen zonder nieuw examen tot deze graad worden bevorderd zolang zij in dienst blijven.

Kandidaten die voor het examen van laboratoriumchef of van-operateur niet geslaagd zijn, mogen zich maar eenmaal opnieuw voor hetzelfde examen aanmelden.

§ 4. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 is niet van toepassing op laboratoriumchefs en laboratoriumoperateurs.

Artikel 3.-

Niemand kan tot laboratoriumoperateur in vaste dienst worden benoemd indien hij in deze hoedanigheid geen twee jaar stage heeft gedaan.

Niemand kan tot laboratoriumchef in vaste dienst worden benoemd indien hij in deze hoedanigheid geen jaar stage heeft gedaan of indien hij niet gedurende tenminste twee jaar het ambt van laboratoriumoperateur heeft uitgeoefend.

De laboratoriumchef of laboratoriumoperateur die, zonder het te weten, lijdt aan een ernstige kwaal welke het geneeskundig onderzoek niet aan het licht heeft gebracht, zoals epilepsie, wordt ontslagen wanneer die kwaal tijdens de stage uitbreekt. In zodanig geval mag hem een vergoeding wegens ontslag worden toegekend.

.../...

Laboratoriumchefs en laboratoriumoperateurs kunnen zich niet beroepen op het bepaalde in artikel 3 van het koninklijk besluit van 7 mei 1921, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1954 en 24 juli 1956.

Artikel 4.-

Niemand kan tot eerstaanwezend laboratorium-operateur worden benoemd indien hij niet gedurende ten minste vijftien jaar op bijzonder voortreffelijke wijze het ambt van operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie heeft uitgeoefend en indien hij door het comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten niet is voorgedragen.

De termijn van vijftien jaar wordt tot twaalf jaar verminderd voor operateurs die blijk hebben gegeven van buitengewone hoedanigheden.

Artikel 5.-

Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de laboratoriumoperateurs die in dienst zijn op de datum der inwerkingtreding van dit besluit, onverschillig welk diploma zij bezitten, tot de graad van laboratorium chef worden bevorderd indien zij voor het bekwaamheids-examen slagen bij de eerste zittijd die na deze inwerkingtreding wordt ingericht. Kandidaten die bij deze zittijd worden afgewezen,mogen zich nog eenmaal aanmelden bij een latere zittijd.

.../ ...

Gedurende een periode van vijf jaar te rekenen van de datum waarop dit besluit in werking treedt, kunnen de operateurs en eerstaanwezende operateurs die vóór 5 februari 1951 tot de graad van operateur werden benoemd, op het eensluidend advies van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten, door de Minister van Justitie vrijgesteld worden van de voorwaarden en van het examen, welke dit besluit voor de overgang naar het ambt van laboratoriumchef voorschrijft.

Artikel 6.-

Het koninklijk besluit van 20 januari 1951 betreffende het technisch personeel van de laboratoria der gerechtelijke politie wordt opgeheven.

Artikel 7.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	G.HOLOYE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.